NATIONS UNIES GABON

LETTRE D'INFORMATION

Du Système des Nations Unies au Gabon

N° 4 - Janvier 2019

SOMMMAIRE

- **Coordination -** Quinzaine du développement durable au Gabon : le Système des Nations Unies au Gabon en action pour l'atteinte des objectifs de développement durable. **P.3**

Gouvernance

- **FAO -** Recensement Général de l'Agriculture : Signature d'un accord de coopération entre la FAO et le Gouvernement gabonais. **P.4**
- **UNOCA -** L'UNOCA contribue à une formation des policiers sur les défis de rétablissement de la paix. **P.7**

Développement inclusif

- **UNFPA -** Élaboration et harmonisation des outils de collecte pour la santé sexuelle et reproduction (SSR) des adolescents et jeunes et les Violences Basées sur le Genre (VBG). **P.9**
- **OMS :** Troisième Conférence Interministérielle sur la Santé et l'Environnement en Afrique - (IMCHE3). **P.12**
- **UNICEF -** Journée Internationale de l'Enfant, lancement d'une campagne nationale de lutte contre les violences en milieu Scolaire. **P.14**

Croissance diversifiée

- **UNESCO -** Train My Generation : 53 nouveaux lauréats en développement d'application web et mobile. **P.21**
- **FAO -** La FAO et le Gouvernement gabonais pour une jeunesse engagée dans la marche vers la Faim Zéro. **P. 23**

Durabilité environnementale et résilience

- **PNUD -** Le PNUD appuie l'organisation d'un atelier de validation du premier rapport sur l'état de l'adaptation en Afrique (REA)tion en Afrique (REA). **P. 24**

EDITORIAL

Bâtir les ambitions de 2019 sur les acquis de 2018

Une nouvelle année s'ouvre, 2019. Je saisis cette occasion, pour vous adresser mes vœux de santé, de bonheur et de réussite personnelle d'une part, une année de grandes réalisations professionnelles, d'autre part.

L'année 2018 a été pour l'équipe de pays des Nations Unies au Gabon, une année de grands défis internes. En effet, nous devrions réussir le pari du lancement de la mise en œuvre du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement du Gabon 2018-2022. Cette entreprise n'allait pas de soi car, l'exécution de ce Plan nécessitait au préalable, la mise en place d'un socle solide, structuré autour d'un Plan d'exécution conjoint axé sur les Résultats et des organes de pilotage inclusifs. Nous avons efficacement surmonté ces défis, grâce à l'implication et à la détermination des différents chefs d'agence des Nations Unies résidentes et non résidentes, ainsi qu'au professionnalisme du personnel des Nations Unies.

Au niveau de la Programmation conjointe de la mise en œuvre de notre Programme unique qu'est le PNUAD, nous avons réussi ensemble à établir les Plans de Travail Conjoints assortis d'un cadre budgétaire commun.

Au niveau des structures de pilotage inclusifs de la mise en œuvre du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au développement du Gabon 2018-2022, nous avons mis en place un Comité de Pilotage Conjoint, que j'ai l'honneur de Présider avec Monsieur le Ministre en charge de l'économie. L'action de ce Comité de Pilotage Conjoint est soutenue par les Groupes de résultats. Au total, nous avons mis en place quatre Groupes de Résultats correspondant à chacun des effets recherchés du PNUAD que sont la Gouvernance, le Développement inclusif, la Croissance diversifiée et inclusive, la Durabilité environnementale et la résilience.

Grâce à cette organisation, nous avons réussi à atteindre l'objectif de réaliser un quart des activités prévues dans le cadre de la mise en œuvre du PNUAD dont l'exécution dure quatre ans.

Dr Stephen Jackson
Coordonnateur Résident Système des Nations Unies au Gabon

Notre défi pour 2019 est de réaliser au moins le deuxième quart pour ne pas créer des gaps.

Pour y parvenir, nous comptons maintenir le rythme d'exécution des activités planifiées grâce à l'action d'une équipe-pays soudée et déterminée à accélérer l'atteinte des Objectifs de développement durable au Gabon. Le nouveau Système des Nations Unies pour le Développement dont je vous parlais dans le précédent éditorial constitue une véritable opportunité de succès de cette merveilleuse aventure pour le développement durable du Gabon.

En effet, le processus de réforme du système des Nations Unies pour le développement lancé par Son Excellence, Monsieur Antonio Guterres, Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, et adopté par l'Assemblée Générale dans sa Résolution 72/279 du 1er juin 2018 crée, pour la première fois, une fonction de ***« coordination spéciale, indépendante, impartiale, autonome et axée sur le développement durable »*** incarnée par le Coordonnateur Résident. J'ai eu l'honneur d'être désigné à ce poste par le Secrétaire Général de l'ONU.

Encore une fois, bonne et heureuse année 2019 à tous.

LE PLAN CADRE DES NATIONS UNIES POUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT 2018-2022 (PNUAD)

Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) formulé pour la période 2018-2022 est un outil stratégique visant à promouvoir la cohérence et l'efficacité des interventions du Système des Nations Unies en appui aux priorités nationales du Gabon contenues dans le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) et sa déclinaison programmatique pour les trois prochaines années : le Programme de Relance Economique 2017-2019.

Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) formulé pour la période 2018-2022 est un outil stratégique visant à promouvoir la cohérence et l'efficacité des interventions du Système des Nations Unies en appui aux priorités nationales du Gabon contenues dans le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) et sa déclinaison programmatique pour les trois prochaines années : le Programme de Relance Economique 2017-2019.

Depuis 2016, le Gouvernement gabonais a commencé le processus d'intégration dans le PSGE des Objectifs de Développement Durable (ODD), des objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et des engagements du Gabon pris dans le cadre de l'Accord de Paris sur le changement climatique (COP21).

Le PNUAD donne un aperçu des résultats stratégiques (Effets) pouvant faire l'objet de programmes individuels et/ou conjoints entre les agences du Système des Nations Unies. Il appuie les principaux axes du PSGE et du PRE, qui engagent le Gabon dans la stabilisation de son cadre macroéconomique, la remise en ordre de ses finances publiques et l'accélération de son développement afin de rendre le pays émergent à l'horizon 2025.

Dans sa phase II qui couvre l'horizon du présent Programme de coopération, le PSGE repose sur trois axes stratégiques : (i) accélérer la croissance économique et en diversifier les sources, (ii) réduire la pauvreté et les inégalités sociales et (iii) assurer une gestion durable des ressources pour les générations futures.

Le PNUAD 2018-2022 a été formulé suivant un processus participatif qui a connu l'implication des principaux acteurs de développement du Gabon, notamment le Gouvernement, le Système des Nations Unies (SNU) et les acteurs de la Société civile. Les réponses proposées par les SNU sont basées sur un bilan commun de pays, des défis auxquels est confronté le Gabon, notamment en matière de gouvernance incluant la prévention de conflits, de croissance économique inclusive, d'offre de services sociaux de base, et de durabilité environnementale.

La réflexion stratégique conduite de manière participative qui a reposé sur des principes et approches de programmation des Nations Unies, à savoir : ne laisser personnes de côté, les droits de l'homme, l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, la durabilité et la résilience, et la redevabilité, a permis d'identifier des résultats stratégiques.

Quatre résultats majeurs ou Effets attendus dans la mise en œuvre du PNUAD pour la période 2018-2022 sont formulés comme suit :

1) GOUVERNANCE

D'ici 2022, les institutions au niveau central et décentralisé ont efficacement exercé leurs rôles dans le processus démocratique y compris le respect des droits de l'Homme et dans la gouvernance économique et ont renforcé le système statistique pour orienter les politiques publiques ;

2) DEVELOPPEMENT INCLUSIF

D'ici 2022, la qualité de la budgétisation des secteurs sociaux est significativement améliorée et les populations, notamment les plus vulnérables, ont davantage utilisé les services sociaux de base de qualité ».

3) CROISSANCE DIVERSIFIEE ET INCLUSIBE

D'ici 2022, le Gabon a amorcé la diversification et la transformation structurelle de son économie, développé des chaines de valeurs, mis en place des systèmes productifs innovants et créé des emplois suffisants et viables au profit des jeunes et des femmes ;

4) DURABILITE ENVIRONNEMENALE ET RESILIENCE

D'ici 2022, le Gabon a amélioré la préservation de la biodiversité et la gestion de ses ressources naturelles, notamment forestières, minières, énergétiques et foncières, de manière compatible avec la durabilité environnementale.

Activités communes

Quinzaine du développement durable au Gabon : Le Système des Nations Unies au Gabon en action pour l'atteinte des objectifs de développement durable

Vue des responsables Onusiens lors de la conférence de presse de lancement la Quinzaine des Nations Unies pour le Développement durable, le 27 novembre 2018 - © ONU Gabon

Du 27 novembre au 21 décembre 2018, la ville de Libreville a vécu au rythme de la Quinzaine du développement durable au Gabon organisée par le Système des Nations Unies au Gabon.

Elle a été l'occasion pour l'ONU de mettre en lumière les efforts des agences des Nations Unies au Gabon dans la mobilisation des parties prenantes sur l'accélération de l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD), adoptés par les Etats membres de l'ONU en 2015 pour faire face aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice.

Au nombre de 17, ces Objectifs s'appuient sur les succès des Objectifs du Millénaire pour le développement, tout en y intégrant de nouvelles préoccupations telles que les changements climatiques, la paix et la justice, entre autres priorités. Ces objectifs sont étroitement liés les uns aux autres, le succès de l'un dépendant souvent de la résolution de problématiques généralement associées à un autre objectif.

Les objectifs poursuivis par cette Quinzaine consistaient à : (i) présenter les résultats atteints la première année de de mise en œuvre du Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement ; (ii) renforcer la coopération avec le Gouvernement gabonais et (iii) promouvoir et offrir une série d'activités aux populations locales en vue de les amener à s'approprier les Objectifs de développement durable et d'en faire les acteurs de premier plan du développement du Gabon.

Cette quinzaine était aussi pour l'équipe pays des Nations Unies, une occasion de matérialiser l'approche «Unis dans l'action" à laquelle le Gabon a souscrit en septembre 2014. Elle constitue une importante étape de la mise en œuvre du Plan-cadre des Nations Unies pour le Développement au Gabon (PNUAD) pour la période 2018-2022, axé sur quatre objectifs majeurs : la bonne gouvernance, la croissance inclusive et diversifiée, le développement inclusif et la durabilité environnementale.

Ainsi, entre le 27 novembre et le 21 décembre 2018, la quinzaine a été marquée par une dizaine d'activités, principalement des ateliers de haut niveau et la célébration de certaines Journées internationales reconnues par les Nations Unies.

Il s'agissait entre autres ateliers, la réflexion sur l'accès des mineurs aux services de Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) et de dépistage, la maitrise des risques, d'audit et de contrôle au Gabon et la sensibilisation à la Déontologie dans les Administrations Financières par le PNUD.

Dans le cadre des célébrations des Journées internationales, la Journée mondiale de lutte contre le VIH-Sida, jumelée avec le Marathon 2018 du Gabon, a permis de sensibiliser plus de 1000 personnes sur l'importance de connaître son statut sérologique dont 950 dépistages volontaires dont de nouveaux cas positifs enregistrés et pris en charge par la Direction générale de prévention et de lutte contre le VIH-SIDA.

La Journée des sols a permis de promouvoir l'importance des sols avec une sensibilisation du public sur la nécessité d'un changement de comportement visant à mettre fin à la pollution des sols.

En outre, la Journée internationale du volontariat, a permis de promouvoir le potentiel du volontariat en faisant mieux comprendre leur rôle et de leur contribution à la communauté communautés à travers divers témoignages de volontaires actifs au Gabon.

Quant à la Journée internationale des droits de l'homme, célébrée à la Prison centrale de Libreville a permis de valoriser les droits à la dignité et droit à la santé des détenus. Et, un concert de danses du Gabon et des nations amies a servi de cadre de célébration de la Journée des Nations Unies.

La quinzaine a également été marquée par une Cérémonie de remise des Jugements Supplétifs à des enfants par l'UNICEF et une Cérémonie de remise de certificats aux 53 lauréats de la formation en Développement d'application web et mobile du programme Train My Generation – Gabon 5000 de l'UNESCO.

Cette première édition de la Quinzaine du développement durable au Gabon a permis aux agences onusiennes de travailler de concert avec le Gouvernement gabonais pour la réalisation des Objectifs de développement durable au Gabon. Fort de sa réussite, une deuxième édition plus inclusive et davantage développée est d'ores et déjà en gestation pour l'année 2019.

Photo de groupe des participants lors de la journées des Volontaires

Danse folklorique lors de la journée des Nations Unies

1 GOUVERNANCE

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Recensement Général de l'Agriculture : Signature d'un accord de coopération entre la FAO et le Gouvernement gabonais

De g.à.d - Le Secrétaire Permanent de la CNTIPPEE, la Représentante de la Banque mondiale, le Ministre de l'Agriculture, le Coordonnateur FAO-SFC et le Directeur Général de la Statistique (Photo: © FAO)

Avec le soutien de la Banque mondiale, la FAO apporte son assistance technique au Gouvernement du Gabon pour la mise en place d'un système de statistiques fiables et durable dans le secteur agricole à travers l'identification des acteurs du monde rural, de la collecte des informations sur les ménages agricoles, les organisations de producteurs et exploitants des différentes filières.

15 novembre 2018, Libreville – L'agriculture gabonaise est peu développée, l'essentiel de la production agricole est vivrier. Le secteur agricole représente environ 5 % du PIB. Dans le cadre de la diversification de l'économie gabonaise, le secteur agricole occupe une place très importante. La conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de différentes politiques et stratégies du Gouvernement requièrent des données statistiques sur les différents aspects de base du secteur agricole, tant au niveau national que régional. Cela suppose une meilleure connaissance exhaustive de l'agriculture à partir de données et statistiques fiables et actualisées.

Afin de permettre au Gabon de se doter des instruments de pilotage et de mesure du développement de son l'agriculture , le Coordonnateur du Bureau Sous-régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Hélder Muteia et le Secrétaire Permanent de la Commission Nationale des Travaux d'Intérêt Public pour la Promotion de l'Entreprenariat et de l'Emploi (CNTIPPEE), Michel Auguste BUSAMBA ont procédé en présence du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage chargé de la mise en œuvre du Programme GRAINE, Biendi Maganga-Moussavou, et de la Représentante de la Banque mondiale au Gabon, Alice Ouedraogo, à la signature d'un Fonds Fiduciaire Unilatéral (UTF) intitulé : « Projet de Développement de la Statistique ».

D'un montant total de 2.135.000 US dollars et d'une durée de quatre ans, le projet concerné s'inscrit dans le cadre d'un accord de fourniture de services d'assistance technique par la FAO au Gabon financé par la Banque mondiale en vue du Recensement Général de l'Agriculture.

En effet, ce projet vise à contribuer à la définition des politiques et stratégies plus efficaces, basées sur des données statistiques fiables en vue de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Aussi, il permettra au Gabon d'être au rendez-vous du Programme Mondial du Recensement de l'Agriculture 2020 de la FAO, qui préconise une approche modulaire permettant ainsi à chaque pays de prendre en compte ses besoins spécifiques de manière plus approfondie.

En outre, il cadre avec les priorités retenues dans le Cadre de Programmation Pays de la FAO et s'inscrit dans le cadre du Plan Stratégique Gabon Emergent à l'horizon 2025 qui vise l'accompagnement dans les démarches de création et de développement de coopératives agricoles sur le territoire national, pour l'émergence d'une nouvelle génération d'agriculteurs compétents, productifs et solidaires.
A terme, ce projet permettra la mise en place et le développement du nouveau système CountrySTAT-Gabon pour la diffusion et l'archivage des résultats du Recensement Général de l'Agriculture et des autres données statistiques sur l'alimentation et l'agriculture.

L'opération du recensement se déroulera en trois phases. La première phase correspond à l'étape des questions à l'endroit des ménages, communautés, exploitants traditionnel et moderne liés au ménage ou aux entreprises ; la deuxième phase est l'administration des modules supplémentaires relatifs à l'enquête de production et la dernière phase concerne l'enquête sur l'horticulture, la pisciculture et le maraîchage. Ledit projet sera officiellement lancé le 15 décembre à l'occasion de la cinquième édition de l'Africa Agri Forum.

Le Représentant de la FAO et des exploitants agricoles sur un site à Malibé (Photo: © FAO)

« Retour » d'œuvres d'arts premiers du Gabon et Conférence des partenaires

Vue des officiels derrières les quatre œuvres d'art retourné au Gabon - © UNESCO

Le Gabon a accueilli, le 13 juillet 2018, quatre de ses œuvres d'arts premiers emportées il y a plus de 100 ans. Cette cérémonie de retour a eu lieu lors de la conférence des partenaires engagés à accompagner le Gabon dans ce processus. C'était également l'occasion de présenter le Réseau UNITWIN « Bantuphonie : langues en danger, savoirs endogènes et biodiversité » qu'abrite l'Université Omar Bongo et qui couvre quatre Universités d'Afrique et d'Europe.

Monsieur Pierre Paul Antoine Amrouche, consultant en Arts premiers, invité à cette rencontre a relevé que l'initiative du Gabon de redéfinir sa stratégie culturelle est un nouveau défi né d'une volonté de réappropriation avant-gardiste de la culture. Il s'est montré fier et prêt à l'accompagner sur cette voie.

Pour Monsieur Vincenzo Fazzino, Représentant de l'UNESCO au Gabon, cette cérémonie était l'occasion de saluer les efforts du Gouvernement gabonais dans la redéfinition de sa politique culturelle. Il a notamment souligné l'engagement du Ministère en charge de la culture dans la révision de son environnement législatif et réglementaire avec une loi sur le Statut de l'artiste, une nouvelle loi sur la protection et la valorisation du patrimoine culturel qui vise à préserver toutes les formes de patrimoine culturel (matériel, immatériel, documentaire, subaquatique, etc.) et l'élaboration d'une politique sur les musées qui comprend la réhabilitation du musée national aux fins d'en faire une institution de référence dont les collections seront certainement enrichies grâce, entre autres, au retour ou à la circulation des biens culturels.
Il a suggéré que le réseau « Bantuphonie : Langues en danger, savoirs endogènes et biodiversité » soit mis à contribution pour le développement des chantiers culturels du Gabon ; il a rappelé la disponibilité de l'UNESCO à mettre à disposition son expertise dans le secteur de la culture.

Monsieur Alain-Claude Bilie-By-Nze, Ministre d'Etat en charge de la culture, a révélé que le Gabon ambitionne d'impulser une nouvelle dynamique pour une plus grande appropriation de la question culturelle par les pouvoirs publics, les acteurs culturels et les communautés. Selon lui, cette stratégie portée avec le soutien des partenaires tels que l'UNESCO et le CICIBA implique l'adoption d'un plan de formation des personnels, d'une part et, la construction de nouveaux musées et la rénovation de structures existantes, d'autre part.

Pour mener lesdits projets et assoir cette stratégie, le Gabon noue des partenariats avec non seulement des institutions publiques mais également des privées. Il a émis le souhait de bénéficier de l'expertise d'autres musées de renommée internationale notamment le musée du Quai Branly pour aider au renforcement des capacités des ressources humaines du Gabon et une assistance dans la mise en œuvre de véritables politique muséales adaptées aux réalités du pays et à la mise en œuvre des politiques publiques.

Les quatre œuvres d'arts « retournées » ont été remises à Monsieur Alain-Claude Bilie-By-Nze, Ministre d'Etat en charge de la culture, par Monsieur le Directeur du patrimoine et des collections du Musée du Quai Branly, dans le cadre du programme de restitution aux pays d'origine des biens culturels.

S'agissant du Réseau UNITWIN « Bantuphonie : langues en danger, savoirs endogènes et biodiversité », il porte sur la valorisation et la sauvegarde du patrimoine immatériel de l'aire bantu. Les programmes de formation et de recherche sur les langues en danger, les savoirs endogènes, le patrimoine, les musées et la médiation interculturelle qui s'y déroulent s'inscrivent dans l'un des objectifs stratégiques de l'UNESCO, « Protéger, promouvoir et transmettre le patrimoine ».

Mis en place en 1992, le Programme UNITWIN / Chaires UNESCO encourage la coopération et la création de réseaux entre les universités. En 26 ans, ce système de jumelage et de mise en réseaux des universités a aidé à créer un réseau de plus de 700 établissements d'enseignement supérieur dans 116 pays.

Un programme de coopération UNITWIN est un partenariat établi entre l'UNESCO et un réseau d'universités ou d'autres établissements d'enseignement supérieur ou de recherche (de 3 à 10 établissements) dans différents pays, qui se regroupent et signent ensemble un accord avec l'UNESCO. Il comprend des activités de formation, de recherche et d'échange d'universitaires. Il sert de cadre pour le partage de connaissances dans tous les domaines de compétence de l'UNESCO et contribue grandement à la réalisation des Objectifs de développement durable.

Au terme de cette cérémonie protocolaire, le Réseau UNITWIN Bantuphonie et le CICIBA ont signé une convention de partenariat.

Bonne gouvernance au Gabon : le PNUD appuie le renforcement de capacités de l'administration financière en matière de déontologie, de maitrise des risques, d'audit et de contrôle en matière de finances publiques

Le Gouvernement du Gabon a lancé en décembre 2018, une série d'ateliers de sensibilisation et de formation pour assoir l'orthodoxie financière qui constitue l'un des principes de base du Plan de Relance Économique 2017-2019.

Photo de famille des participants à la fin de l'atelier. Photo: © PNUD Gabon

Ces activités pilotées par le Ministère de l'Économie, de la prospective et de la programmation du développement en partenariat avec le Ministère de la fonction publique, de la modernisation du service public chargé de la réforme de l'État et le ministèrVVe du budget et des comptes publics, ont porté sur la déontologie dans les administrations financières d'une part, et de l'autre, sur la maitrise des risques, l'audit et le contrôle en matière de finances publiques.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a fourni l'appui technique à la réalisation desdits ateliers dans le cadre du Projet d'Appui à la Lutte contre l'Enrichissement Illicite au Gabon (PACLEI) en appuie aux actions de la Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI) et l'Agence Nationale d'Investigation Financière (ANIF). Ce projet répond à la nécessité de renforcer les efforts de gouvernance à travers des actions visant une saine gestion des affaires publiques et la consolidation de l'état de droit.

Ces deux formations avaient pour principaux objectifs de doter des fonctionnaires de la cour des comptes, du conseil économique, social et environnemental, du ministère du budget et des comptes publics, du ministère de l'économie, de l'ANIF et de la CNCLEI, de connaissances nécessaires pour garantir l'orthodoxie de gestion, un principe phare du Plan de Relance Économique (PRE).

De manière spécifique, ces deux formations ont permis aux fonctionnaires d'être sensibilisé non seulement sur les droits et obligations, les contraintes et sujétions liées à leurs missions financières en matière de recettes et de dépenses mais également à renforcer leurs capacités d'analyse sur les risques inhérents à leurs activités, à analyser ces derniers, à évaluer le dispositif de contrôle interne, à l'optimiser et à l'animer.

Vue des participants lors de la session de formation.Photo: © PNUD Gabon

La participation a été forte et constante. Sur le volet de la déontologie tenu du 3-6 décembre 2018, un total de 63 fonctionnaires (28 femmes et 35 hommes), ont été d'abord sensibilisés sur les différentes dispositions conventionnelles, législatives et réglementaires qui s'imposent à eux dans l'exercice quotidien de leur fonction.

Durant les quatre jours consacrés à ce volet, les participants se sont appropriés des règles de déontologie et d'éthique nationale, régionale et internationale, en rigueur sur le plan national et régional.

Pour le volet de la maitrise des risques, audit et contrôle déroulé du 10 au 21 décembre 2018, 63 fonctionnaires (29 femmes et 34 hommes) ont été informés sur les obligations réglementaires et les référentiels de contrôle interne et d'audit ; sur la démarche pragmatique d'analyse et de maîtrise des risques opérationnels ; l'identification des contrôles-clés et à l'évaluation du dispositif de contrôle interne.

Les participants autant que les autorités présentes à l'atelier, M. Stephen Jackson, Représentant Résident du PNUD et M. Ndong Ondo Jean Frédéric, représentant le ministre de l'économie, de la prospective et de la programmation du développement, ont souligné l'importance de la déontologie, de la maitrise du risque, de l'audit et du contrôle pour une gouvernance porteuse d'efficacité, de transparence, d'exclusivité et de recevabilité.

Gabon : l'UNOCA contribue à une formation des policiers sur les défis de rétablissement de la paix

Vue des participants brandissant leurs attestations après la formation.Photo: © UNOCA

Une trentaine de fonctionnaires de police, dont onze femmes, ont participé à un atelier de renforcement des capacités du 9 au 12 octobre 2018 à Libreville sur le thème « la police et les défis de rétablissement de la Paix ». La formation, qui a eu lieu à l'Etat-major de la Police nationale, a été conjointement organisée par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et le Ministère de l'Intérieur.

Elle a permis aux bénéficiaires d'être davantage édifiés sur les fondamentaux et les savoirs techniques concernant les opérations de maintien et de soutien à la paix, la reconstruction post-conflit et la réconciliation nationale, la réforme du secteur de la sécurité et le rôle de la police dans le processus électoral. Sur ce dernier point, les Forces de police gabonaises ont tiré les leçons de leurs interventions lors de certaines manifestations post-électorales. Elles ont suffisamment pris conscience de leur rôle, notamment en intégrant le fait que le maintien de la paix et de la sécurité, durant ces périodes cruciales et sensibles, nécessite du tact et de la patience.

A cet égard, les participants ont salué la tenue de cette session. Dans leurs recommandations, ils ont formulé le vœu que les organisateurs multiplient ce genre de formation et proposent un programme sur une période plus longue permettant aux facilitateurs d'approfondir les thématiques retenues. Ils ont particulièrement insisté sur la nécessité d'organiser des stages en collaboration avec la CEEAC (sur les mécanismes d'alerte précoce) ainsi que des sessions de formation de formateurs sur les activités liées au maintien de la paix. Dans son allocution de clôture, le Général de Division Marcel Yves Mapangou Moussadji, Commandant en Chef des Forces de Police Nationale, est allé plus loin en plaidant pour que des modules sur les questions de maintien de la paix et de la sécurité soient intégrés dans le cursus de formation des élèves-policiers.

Il a remercié l'UNOCA pour son soutien et sa coopération, en souhaitant par ailleurs que ce partenariat se renforce davantage. La représentante de l'UNOCA, Marilyn Ngum Fru (Conseillère politique principale), a réitéré la disponibilité de l'UNOCA de continuer à poursuivre la collaboration conformément au mandat du Représentant spécial et du Bureau. Elle s'est réjouie de la prise en compte de la dimension genre dans le choix des participants, faisant allusion à la présence de onze femmes parmi les policiers formés.

La session d'octobre 2018 met fin à une série de trois ateliers initiés en février 2018 par la Conseillère principale pour les questions de police de l'UNOCA en synergie avec les services compétents du Ministère de l'Intérieur. Au total, près de 150 fonctionnaires de la police gabonaise en ont bénéficié. Tous ont reçu des attestations à l'issue de ces ateliers.

Journée internationale de la Paix : « Pour que la paix soit effective, il faut éviter de se taire »

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la paix le 21 septembre 2018, le système des Nations Unies a vécu au rythme de plusieurs activités. Avant le Tournoi de la Paix organisé par l'UNOCA le 22 septembre 2018, une réflexion sur le thème « le droit à la paix » a réuni, la veille, à la Maison de l'ONU à Libreville, des responsables onusiens et des acteurs de la société civile.

Avant le Tournoi de la paix, une marche pour la paix a mobilisé plusieurs participants. Photo : UNOCA

Au cours de la cérémonie protocolaire qui a précédé les débats, des représentants de plusieurs ONG ont fait entendre leurs voix, notamment ceux du Réseau Panafricain des jeunes pour la culture de la paix (PAYNCOP), du Gabon Groupe 1325, de la Fédération universelle pour la paix et du Réseau panafricain des femmes pour la culture de la paix et le développement durable (RPFCPDD).

Mme Lasseni Duboze, Présidente de ce dernier regroupement (RPFCPDD), a tiré la sonnette d'alarme sur les maux qui menacent la paix. « Une société au sein de laquelle il n'y a pas de justice sociale est troublée, donc sans paix ! Une société dans laquelle les efforts et les compétences ne sont ni valorisés, ni récompensés au profit de la gabegie et des passe-droits n'est pas propice à la paix parce qu'elle prépare de futurs troubles », a-t-elle rappelé. « Pour que la paix soit effective, il faut éviter de se taire. Les maux sont profonds et méritent qu'on les prenne à la racine et qu'on les dénonce pour que la paix règne en maître absolu […] », a-t-elle conclu.

Relayant le message circonstanciel du Secrétaire général des Nations Unies, le Représentant spécial pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA, M. François Louncény Fall, est allé dans le même sens. « Il n'y a de paix véritable que si chacun peut s'épanouir et prospérer à l'abri de la faim, de la pauvreté et de l'oppression », a-t-il soutenu, encourageant « chacun à faire entendre sa voix et à défendre l'égalité femmes-hommes, des sociétés inclusives et l'action en faveur du climat ». Dans cette perspective, le Secrétaire général des Nations Unies rappelle qu'il « revient à chacun d'agir à son niveau, à l'école, au travail ou chez soi, car chaque effort compte ». « Nous devons œuvrer tous ensemble à la promotion et à la défense des droits de l'homme universels, au nom de la paix durable pour tous », a-t-il martelé.

La phase protocolaire de la célébration de la Journée du 21 septembre s'est achevée par la mise en place d'un mur de la paix. Personnel et hauts fonctionnaires de l'ONU, partenaires, membres de la société civile et autres anonymes y ont consigné leur signature, pour dire oui à la paix, et non à la guerre ou aux conflits.

2 DEVELOPPEMENT INCLUSIF

Elaboration et harmonisation des outils de collecte pour la santé sexuelle et reproduction (SSR) des adolescents et jeunes et les Violences Basées sur le Genre (VBG)

Vue des participants lors de l'atelier.Photo: © UNFPA

Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et la Direction Générale de la Statistique organisent à Nkok, un atelier d'élaboration et d'harmonisation des outils de collecte des données de l'éducation avec intégration des questions de santé sexuelle et de la reproduction et de Violences Basées sur le Genre.

En effet, les données sont parties intégrantes du 7e programme de coopération Gabon/UNFPA, et particulièrement les données sur la SSR et les VBG en milieu scolaire. Le Ministère de l'Education Nationale, 1er responsable sur le renseignement des données statistiques en milieu éducatif, a été appuyé par la Direction Générale de la Statistique afin de disposer d'évidences sur les questions de SSRAJ et de VBG en milieu scolaire.

Il était donc question au cours dudit atelier de permettre aux démographes/statisticiens de la Direction Générale de la Statistique d'élaborer, de concevoir des outils de collecte de l'éducation et de la formation professionnelle qui bénéficieront à l'ensemble des structures scolaires et de formation professionnelle avec un accent particulier pour celles du Woleu-Ntem et de la Nyanga qui sont les provinces dans lesquelles le taux de grossesses précoces en milieu scolaire est le plus élevé (respectivement 97% et 90%).

Cet atelier qui s'est tenu sur une semaine, a vu, outres la participation des agents de la Direction Générale de la Statistique, celle d'institutions ressources travaillant sur les questions de Santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes, des Violences Basées sur le genre et des statistiques.

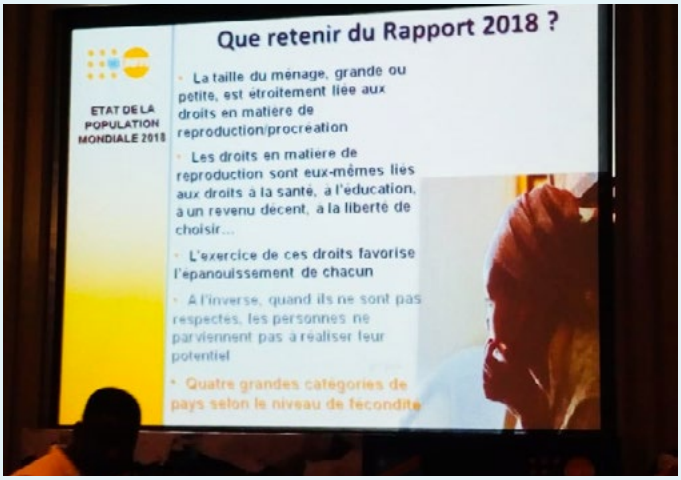
Il est à noter que cet atelier s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan cadre des nations unies pour l'aide au développement (PNUAD) dans l'effet 1 : « D'ici 2022, les institutions publiques au niveau central et décentralisé ont exercé efficacement leurs rôles dans le processus démocratique, y compris le respect des droits de l'Homme et dans la gouvernance économique et ont renforcé le système statistique pour orienter les politiques publiques ».

Lancement du rapport sur l'état de la population mondiale 2018 au Gabon

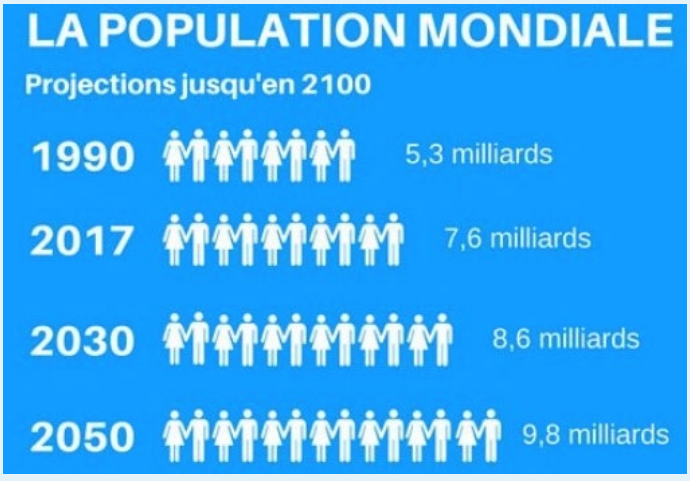
Le Fonds des Nations Unies pour la Population en collaboration avec le ministère de la santé, a organisé le lancement du rapport sur l'état de la population mondiale 2018, le lundi 19 novembre 2018, en présence du secrétaire général du ministère de la santé et de la famille, Guy Patrick OBIANG NDONG, Représentant madame le ministre, du coordinateur résident du SNU au Gabon, Stephen JACKSON et du Représentant Résident de l'UNFPA au Gabon, Keita OHASHI.

Le Représentant Résident de l'UNFPA au Gabon, M. Keita Ohashi, lors son allocution de circonstance. Photo: UNFPA

Actuellement, la tendance mondiale est aux petites familles. Cela traduit la liberté de la population en matière de procréation, les gens décidant du nombre d'enfants qu'ils désirent et du moment opportun pour cela. À long terme, l'absence de choix influe parfois sur le taux de fécondité, qui peut ainsi être supérieur ou inférieur aux aspirations de la majorité de la population, selon l'État de la population mondiale 2018, publié par l'UNFPA, l'agence des Nations Unies pour la santé sexuelle et procréative.



Le rapport met en évidence les tendances mondiales de fécondité, mais aussi le choix ou l'absence de choix en matière de reproduction. Pour le Représentant Résident de l'UNFPA, le choix de la fécondité peut changer le monde, « l'UNFPA entend par choix, le pouvoir qu'a un individu de décider du moment et du nombre d'enfants qu'il aura, ainsi que la manière dont ce pouvoir affecte d'autres choix dans la vie » a-t-il expliqué. Mais le choix n'est pas encore une réalité pour tous les peuples, cela se reflète d'ailleurs, pense Keita OHASHI, à travers les disparités de taux de fécondité dans le monde, allant de plus de cinq naissances par femme pour l'Afrique sub-saharienne à moins de deux naissances pour les pays développés.



Présentant le contexte du Gabon, sur la base du recensement général de la population et du logement (RGPL), Dr. Jonasse Solange ANTIMI, directeur national de la santé maternelle et infantile, a indiqué que le Gabon suit un schéma classique dans les pays à forte fécondité dès 15-19 ans, d'où la nécessité, selon elle, de renforcer le soutien politique et financier aux programmes de santé de SSR pour accroitre l'offre des services en quantité et qualité et d'améliorer l'environnement socioculturel pour une utilisation plus élevée des services par les populations.
Il est à noter que cette activité s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan cadre des nations unies pour l'aide au développement (PNUAD) dans l'effet 1 : « D'ici 2022, les institutions publiques au niveau central et décentralisé ont exercé efficacement leurs rôles dans le processus démocratique, y compris le respect des droits de l'Homme et dans la gouvernance économique et ont renforcé le système statistique pour orienter les politiques publiques ».

16 jours d'activisme sur les violences basées sur le genre au Gabon

Malgré l'adoption de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1979, la violence à l'égard des femmes et des filles reste un problème omniprésent dans le monde.

La violence à l'égard des femmes constitue une violation des droits de la personne humaine. Elle est aussi une conséquence de la discrimination à leur égard (aussi bien dans la loi que dans la pratique) ainsi que des inégalités persistantes entre hommes et femmes. Cette violence a des répercussions sur les objectifs de progrès tels que l'éradication de la pauvreté, la paix et la sécurité, ou encore la lutte contre le VIH/Sida. Cependant, la violence à l'égard des femmes et des filles n'est pas inévitable. La prévention est tout aussi possible qu'essentielle.

Le thème des Nations Unies à l'occasion des 16 Jours d'activisme de cette année contre la violence à l'égard des femmes (du 25 novembre au 10 décembre) dans le cadre de la campagne « Tous UNiS pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes » est Orangez le monde : #ÉcoutezMoiAussi. Un appel lancé afin que l'on écoute les survivantes et qu'on les croie, pour en finir avec la culture du silence et placer les survivantes au centre des interventions et actions. #EcoutezMoiAussi met également en avant les voix des femmes et des filles qui ont survécu à la violence, qui défendent les droits des femmes jour après jour, et qui passent à l'action, un très grand nombre d'entre elles étant bien loin de la lumière des projecteurs et de la Une des médias.
Pour sa part, le Gabon a célébré au cours de la quinzaine des nations unies les 16 jours d'activisme contre la violence à l'égard des femmes. L'objectif a été de sensibiliser la population sur cette thématique Le public cible de notre action de communication est l'ensemble de la population Gabonaise (hommes, femmes, filles et garçons). Les principaux bénéficiaires sont les femmes et les filles. En effet, ces dernières sont exposées du fait de l'insuffisance de connaissance sur la thématique.

Les agents du SNU et le ministre de l'égalité des chances, en charge de la décennie de la femme ©UNFPA

Toutes les activités de cette campagne étaient basées sur cet axe : *« Filles, jeunes filles et femmes, sachez quels sont vos droits, dénoncez ceux qui les viols et qui vous violentent. Ne gardez plus le silence jusqu'à ce qu'advienne le pire »*.

Ainsi, le bureau UNFPA Gabon en partenariat avec le gouvernement de la république à travers le Ministère de l'Egalité des Chances, chargé de la Décennie de la Femme et la société civile a organisé un certain nombre d'activités à l'échelle nationale dans le cadre des 16 jours d'activisme sur les violences faites aux femmes au Gabon en utilisant différents canaux parmi lesquels la presse, des ateliers, du sport, la sensibilisation, etc.
Pour rappel, d'après « L'enquête des violences basées sur le genre » de l'UNFPA Gabon, les violences physiques, économiques et sexuelles sont le fait des femmes qui en sont majoritairement victimes. Concernant les violences physiques, les femmes représentent 54,3% des victimes, pour ce qui est respectivement des violences économiques et sexuelles 82,2% et 89,8% sont des femmes.

Il est à noter que cette campagne de 16 jours d'activisme s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan cadre des nations unies pour l'aide au développement (PNUAD) dans l'effet 2 : ***« D'ici 20022, la qualité de la budgétisation des secteurs sociaux est significativement améliorée, et les populations, notamment les plus vulnérables, ont davantage utilisé les services sociaux de base de qualité »***.

Troisième Conférence Interministérielle sur la Santé et l'Environnement en Afrique - (CIMSE3)

Libreville. La troisième Conférence Interministérielle sur la Santé et l'Environnement (CIMSE3) s'est tenue du 6 au 9 novembre 2018 au Centre de conférences d'Angondje. Organisée conjointement par le Gabon, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'ONU Environnement, elle avait pour thème « L'alliance stratégique santé et environnement, catalyseur pour la prise des mesures en faveur des objectifs de développement durable ».

Près de 500 délégués, dont une quarantaine de ministres de la Santé, de l'Environnement et des Finances, d'une dizaine de maires de grandes villes, ainsi que des représentants d'organisations politiques et économiques régionales et sous-régionales, d'agences multilatérales et d'experts de 48 pays d'Afrique, y ont participé. Des exposés liminaires aux débats en plénière, les participants ont eu l'occasion d'échanger et d'exprimer leur engagement à l'amélioration de la santé et de l'environnement en Afrique pour faire progresser les actions visant à renforcer la protection de la santé et de l'environnement.

La CIMSE3 a été présidée par le Premier ministre, Chef du gouvernement, le Ministre d'Etat, Ministre de la Santé et de la Famille, le Ministre des Eaux et Forêts, chargé de l'Environnement et du Développement Durable du Gabon, la Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique et la Directrice régionale d'ONU-environnement. Elle s'est tenue dix ans après l'adoption historique de la Déclaration de Libreville par les ministres africains de la Santé et de l'Environnement qui ont engagé les gouvernements à prendre les mesures nécessaires pour stimuler les synergies entre la santé, l'environnement et les autres secteurs concernés. Les objectifs de cette conférence consistaient à identifier les nouvelles menaces environnementales pour la santé des populations et à convenir d'un plan d'action stratégique pour la région.

Dans la région africaine, 23% des décès sont liés à l'environnement. C'est le taux le plus élevé de toutes les régions du monde par habitant (décès pour 100 000 habitants). Alors que le continent est depuis longtemps aux prises avec des problèmes d'accès à l'eau potable, d'assainissement inadéquat et d'infrastructures médiocres, de pollution, de nouvelles menaces environnementales sont apparues, notamment les changements climatiques de même qu'une urbanisation rapide et non planifiée.

Résultats et impacts de la Déclaration de Libreville

Malgré les difficultés rencontrées par les pays dans la mise en œuvre de la Déclaration de Libreville sur la santé et l'environnement, certains résultats tangibles ont été obtenus au niveau national.
Les pays africains s'éloignent de la combustion à ciel ouvert ou de l'incinération inefficace des déchets et adoptent de nouvelles technologies de gestion des déchets. Des projets sont en cours d'élaboration pour faire face aux changements relatifs aux risques sanitaires résultant du changement climatique, par exemple en intégrant des considérations climatiques dans les programmes nationaux d'assainissement de l'eau et d'hygiène (WASH). L'impact se remarque également dans la gestion de la biodiversité et dans une réglementation plus stricte de l'exploitation des ressources naturelles. Certains pays ont enregistré une amélioration sensible des infrastructures sanitaires, en particulier dans les écoles et les centres de santé, ce qui a permis de réduire les maladies d'origine hydrique telles que la diarrhée.
Les progrès et les résultats obtenus jusqu'à présent dans le cadre de la Déclaration de Libreville témoignent de l'efficacité de la coordination intersectorielle et révèlent la capacité et le rôle potentiel de la Déclaration à traduire en actions les aspirations du continent en matière de santé et d'environnement.

Quelles leçons en tirer ?

Au cours des 10 dernières années, les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration de Libreville ont fait l'objet d'un suivi afin de mesurer les progrès accomplis et d'identifier les difficultés. Dans la perspective de cette Conférence, une enquête simple d'auto-évaluation a été administrée à 47 pays pour mesurer les progrès les plus récents sur un certain nombre de questions, notamment les 11 points d'action prioritaires décrits dans la Déclaration de Libreville.

L'analyse des enquêtes d'auto-évaluation par activité révèle des progrès significatifs. Presque tous les pays ont élaboré des cadres politiques nationaux qui traitent des effets de l'environnement sur la santé et la plupart ont établi des alliances stratégiques pour des actions coordonnées. Des programmes intersectoriels ont été élaborés, des systèmes de surveillance de la santé et de l'environnement ont été renforcés et des partenariats de sensibilisation ont été établis.
S'il est vrai que les progrès dans l'ensemble sont louables, d'importantes lacunes subsistent et la mise en œuvre doit être accélérée et intensifiée. Il faut davantage d'outils nationaux harmonisés pour le suivi et l'évaluation des projets intersectoriels dans les domaines de la santé et de l'environnement; un renforcement des capacités et une assistance technique accrus, en particulier dans les domaines de l'analyse des risques et de la recherche; un système plus intégré de surveillance santé et environnement; et, surtout, une allocation accrue de fonds au secteur de la santé et à l'environnement pour la réalisation d'activités communes.

Pour accélérer les progrès dans la mise en oeuvre de la Déclaration de Libreville et atteindre les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 de l'Afrique, les pays ont examiné et proposé ce qui suit:

Financement

- Développer des mécanismes innovants pour financer des actions et activités intersectorielles dans les domaines de la santé et de l'environnement. Les pays devraient se concentrer davantage sur la mobilisation de ressources au niveau interne plutôt que sur le financement provenant de sources internationales.
- Appliquer un financement novateur, notamment des taxes, la responsabilité sociale des entreprises ainsi que des partenariats public-privé en vue de mobiliser davantage de ressources nationales pour les interventions conjointes en faveur de l'environnement et de la santé
- Appliquer une approche intégrée pour maximiser les ressources: pour tout projet de santé, inclure la dimension environnementale et inversement

Photo de famille lors de l'ouverture la conférence.
Photo: ©OMS

Renforcement des capacités

- Renforcer les capacités nationales, régionales et sous-régionales pour répondre aux problèmes de santé liés aux facteurs de risque et aux impacts environnementaux
- Construire et/ou renforcer les collaborations entre pays, en particulier dans le domaine du partage des connaissances. Les communications et les rapports sur les impacts et les résultats des activités en cours devraient être améliorés entre les pays. Le partage des leçons apprises permettra aux pays de savoir quelles actions ont été efficaces dans le processus de mise en oeuvre.

Collaboration et coordination intersectorielles

- Encourager les engagements politiques, les actions ciblées et le partage des responsabilités entre les secteurs
- La mise en oeuvre de la Déclaration devrait prendre en compte le renforcement des systèmes de suivi et d'évaluation des progrès, ainsi que l'atténuation des phénomènes climatiques majeurs tels que les inondations, les tsunamis
- La mise en oeuvre de la Déclaration devrait également tenir compte des diverses déclarations, accords et conventions aux niveaux national, régional et mondial, tels que l'Accord de Paris, la Convention de Minamata, la Convention de Bâle, l'Initiative de Bamako, etc.
- Renforcer les réglementations environnementales, notamment en utilisant des évaluations d'impact sur l'environnement et la santé des projets de développement. Appliquer le principe du pollueur-payeur pour décourager les pratiques environnementales néfastes pour l'environnement.

Suivi et Evaluation des progrès

- Développer des indicateurs de suivi aux niveaux national et régional afin de définir l'état de mise en oeuvre de la Déclaration de Libreville et sa contribution aux ODD et de,
- Renforcer la capacité institutionnelle des équipes multisectorielles pour une approche intégrée.

L'OMS et l'UNICEF appuient le Gouvernement pour l'organisation de la campagne polio

Vue des officiels lors du lancement de la campagne de lutte contre le polio
Photo: ©OMS

Déclaré libre de polio en décembre 2018, le Gabon continue d'entreprendre des efforts considérables de veille, de prévention et de suivi de la polio pour préserver la santé et la survie des enfants et promouvoir le bien-être des populations. Huit passages de campagne ont été organisés depuis 2014 avec l'appui financier et technique de l'OMS et de l'UNICEF avec des couvertures vaccinales élevées et une stratégie efficace de prévention contre cette maladie invalidante et mortelle pour les enfants.

Libreville, 17 décembre 2018. Le Gabon a organisé une campagne de nationale de vaccination contre la poliomyélite du 17 au 21 Décembre 2018. La cérémonie de lancement a été présidée par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Mr Emmanuel ISSOZE NGONDET en présence de Mme Denise MEKAM'NE EDZIDZIE, Ministre d'Etat, Ministre de la Santé du Dr CONOMBO Représentante par intérim de l'OMS, de Mr Stephan GRIEF, Représentant de l'UNICEF, de près d'une quinzaine de ministres, d'autorités locales, de chefs de quartiers et de familles.
L'école publique de Malibé 1 dans la commune d'Akanda, banlieue de Libreville, a servi de cadre à cette manifestation qui a connu une forte affluence.

Cette campagne qui intervient dans le cadre du maintien de l'interruption de la circulation du poliovirus sauvage et aussi de la mise œuvre des objectifs de l'Initiative d'éradication de la poliomyélite, a connu deux phases. La première phase a été marquée par trois allocutions.
Le maire de la commune d'Akanda a souhaité la bienvenue à ses hôtes et a dit toute sa fierté d'accueillir ce lancement dans sa ville.

Dr Ghislaine Conombo Kafando, Représentante de l'OMS par intérim, a déclaré dans son discours que « L'OMS et l'UNICEF s'engagent, avec tous les partenaires, à vous soutenir en engageant à la fois les ressources humaines et financières nécessaires pour réaliser une campagne nationale de qualité et assurer la surveillance rapide nécessaire pour lutter contre la poliomyélite afin de préserver le statut de pays exempt de poliomyélite acquis en Décembre 2017.»
Mme Denise MEKAM'NE EDZIDZIE, Ministre de la Santé a loué les efforts des plus hautes autorités du pays et du Gouvernement et l'appui inestimable des partenaires au développement. Elle a rappelé que cette campagne nationale de vaccination concerne près de 323 153 d'enfants de 0 à 5 ans dans les 10 régions sanitaires du pays.

Avec un Taux de couverture Vaccinale de 95,6%, cette campagne a atteint ses objectifs et a permis de renforcer l'immunité des enfants et éloigner encore une fois le spectre de cette maladie qui menace la survie et le bien-être des enfants.

Journée Internationale de l'Enfant, lancement d'une campagne nationale de lutte contre les violences en milieu Scolaire

2018, célébration de la journée modiale de enfance à Libreville
©UNICEF Gabon

Sous le Haut Patronage de la Première Dame Me Sylvia Bongo Ondimba et la Présidence du Premier Ministre Chef du Gouvernement Monsieur Emmanuel Issoze Ngondet, le Ministère de la Justice et des Droits Humains en partenariat avec l'UNICEF a commémoré la Journée Internationale de l'Enfant dans le cadre d'une quinzaine des droits de l'Enfant qui a vu le lancement d'une campagne nationale de lutte contre les violences en milieu Scolaire.

Un programme varié et multidimensionnel de plaidoyer, de sensibilisation, d'installation de mécanismes institutionnels et de mobilisation des enfants a permis sur le plan national de jeter la lumière sur la problématique des violences en milieu scolaire et de mener des actions fortes et synergiques pour combattre cette pratique néfaste et ce déni grave des droits des droits de l'enfant.

C'est dans un élan de mobilisation sans précèdent des Ministères de la Justice, des Droits de l'Homme, de l'Education Nationale, de la Fondation de la Première Dame, du Comite des Droits de l'Enfant, des Académies provinciales, des écoles, des enfants, de la société civile et de l'UNICEF que la Journée Internationale de l'Enfant a été commémorée à l'école Big Man dans la Commune d'Akanda. La cérémonie de commémoration a donné lieu à un échange d'allocution entre le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, des Droits Humains, Garde des Sceaux, le Représentant de l'UNICEF et le porte-parole des enfants, ainsi qu'a une série d'activités de sensibilisation, d'animations, d'exposition des travaux artistiques des enfants polarisées sur la prévention et la conscientisation quant aux méfaits des violences en milieu scolaire.
Dans son discours le Représentant de l'UNICEF Monsieur Stephan Grieb a déclaré : " La Journée Internationale de l'Enfant est plus qu'un jour pour célébrer les enfants partout, c'est une opportunité annuelle de réitérer notre engagement à protéger les droits de chaque enfant. Ce sont des droits inaliénables auxquels le Monde a souscrit le 20 novembre 1989 quand l'Assemblée Générale des Nations-Unies a adopté la Convention des Droits de l'Enfant. Des droits à la dignité, à la sécurité et à l'épanouissement. Mais nous devons en ce jour affronter la dure réalité qu'à travers le monde les droits de millions d'enfants restent bafoués".

Il a en outre réitère à propos de la thématique de la journée : '' Les violences contre les enfants constituent un défi majeur pour nous tous et appellent de nous une réponse forte et décisive. Elles se passent à la maison, à l'école, dans la rue. Elles revêtent des formes toujours plus cruelles et plus révoltantes. Elles charrient souffrances et malheurs, leur infligeant des traumatismes et des séquelles physiques et psychologiques parfois irréparables. Nous nous réjouissons que le Gabon, Etat-partie à cette Convention depuis 1994, n'ait eu de cesse de promouvoir ces droits et de mettre en place les politiques, les programmes, les lois et les services nécessaires à les réaliser".

La pertinence de la thématique choisie cette année et de cette campagne qui se déroulera tout au long de l'année scolaire 201-2019 découle du constat et du consensus sur la nécessite de combattre de manière conjointe et active les violences en milieu scolaire.
Environ 10% d'enfants gabonais souffrent de violences selon une étude menée en 2010 dont 8% de violences sexuelles et 40% de violences domestiques.

L'école qui est censée être un havre de paix, de socialisation et d'apprentissage se transforme malheureusement dans certains cas en un endroit de violences et d'abus. Si ces cas sont passés sous silence, les violences croissent et prospèrent sur fond d'impunité, constituant ainsi un véritable terreau de négligence et d'injustice envers les enfants.

La mise en place de mécanismes de suivi et de lutte contre les violences au sein de toutes les académies provinciales et la volonté politique résolue manifestée a tous les niveaux constitue une avancée majeure pour combattre cette violation des droits de l'enfant et pour faire de l'école un lieu de connaissance, d'harmonie et d'émulation.

Performance des élève lors de la campagne #ENDVIOLENCE. ©UNICEF Gabon

Centre de Ressource du PLIST : Promouvoir le développement et l'épanouissement des adolescents

Inauguration de la salle de documentation pour le programme national de lutte contre les IST et le VIH/SIDA dans le centre-ville de Libreville. Photo: ©UNICEF Gabon

Le Ministère de la santé et de la famille a lancé avec l'appui de l'UNICEF un Centre de Ressources pour soutenir le programme national de lutte contre les IST et le VIH/SIDA. Le Centre est un espace où les jeunes peuvent s'engager et s'informer sur le VIH et les IST. Situé au centre-ville dans le quartier Neuf Etages au sein du Programme National de Lutte contre les IST et le VIH SIDA, le Centre est ouvert du lundi au vendredi de 8h à 16h et est en accès libre.

Le Secrétaire Général du Ministère de la santé et de la Famille et le Représentant de l'UNICEF au Gabon ont procédé ce mercredi 09 janvier à l'inauguration de la salle de documentation pour adolescents et Jeunes du programme de lutte contre les Infections sexuellement transmissibles et le VIH-SIDA.

Le Représentant de l'UNICEF Monsieur Stephan Grieb a déclaré dans son allocution : ''Je voudrais tout d'abord féliciter le Ministère de la santé et de la Famille pour l'initiative de renforcer l'accès à l'information pour les adolescents et les jeunes, à travers la réhabilitation et la réouverture du centre de documentation du programme de lutte contre les IST et le VIH-SIDA. Cette structure va contribuer à renforcer les capacités dudit programme et la qualité et l'accès aux services de santé promotionnels et préventifs offerts aux adolescents''. ''Pour garantir aux adolescentes le bien-être et la pleine jouissance de leurs droits, une part conséquente des actions du Gouvernement doit être liée à la promotion de leur santé. Aussi, l'objet de cette cérémonie est d'attirer l'attention des autorités nationales, des partenaires au développement, des adolescents et des jeunes sur la nécessité de renforcer l'accès des adolescents et des jeunes à l'information sanitaire pour la promotion de leur santé. Ces efforts sont indispensables pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable en santé et en éducation pour tous et à tous les âges'', a-t-il ajouté.

Avec un taux de prévalence du sida de 4,1% au Gabon et une estimation de 1448 enfants de moins de 15 ans infectés, il est important que les jeunes connaissent les dangers de ces maladies et apprennent à se protéger tout en soutenant ceux qui luttent contre cette maladie sans discrimination.

Le nombre de décès dus au Sida a régressé dans toutes les tranches de la population, sauf chez les adolescents (Estimations ONUSIDA). Ce constat a conduit l'ensemble des acteurs de santé tant au niveau global que régional et national, à revoir leurs politiques en matière de santé des adolescents.

Au Gabon, la prévalence chez les 10-14 ans est de 1% avec une égale répartition de l'épidémie chez les filles et les garçons. La féminisation est très accentuée chez les 15-19 ans avec une prévalence de 1,5% chez les filles et de 0,4% chez les garçons (EDSGII, 2012).

C'est dans ce cadre que le Gouvernement gabonais a inscrit dans son dernier Plan National de développement sanitaire 2017-2021, une composante sur la santé et adolescents. Ce Plan a été complété par l'élaboration et la validation du Plan opérationnel bi annuel pour la santé des adolescents et des jeunes au Gabon 2019-2020, qui présente le VIH-SIDA et les IST comme l'un des problèmes de santé prioritaires affectant les adolescents.

Cette initiative entre dans le cadre du programme de coopération Gabon-UNICEF 2018-2022, à travers son produit 3.2, qui porte sur le renforcement des capacités des services de santé promotionnels, préventifs et curatifs offerts aux adolescents et aux jeunes.

La réhabilitation et la réouverture de cette salle de documentation a pour objectif de renforcer l'accès à l'information sur la santé pour les adolescents et les Jeunes. Elle a été rendue possible grâce à un appui de l'UNICEF, qui a financé les nouveaux équipements, tandis que le programme a procédé aux travaux de réhabilitation.

Vue de l'intérieur e la salle de documentation pour le programme national de lutte contre les IST et le VIH/SIDA ©UNICEF Gabon

JMS 2018: Mobilisation et information des hommes et femmes de différents médias du Gabon sur leur rôle dans la lutte contre le VIH/ Sida.

Le jeudi 22 Novembre, ONUSIDA Gabon en collaboration avec la Direction générale de la prévention du Sida (DGPS), a organisé un atelier de mobilisation et d'information des hommes et femmes de différents médias du Gabon, en prélude de la célébration de la Journée Mondiale du Sida, célébrée le 1er Décembre de chaque année dont le thème de l'année 2018 est « Connaître ton statut sérologique VIH ». Les hommes et femmes de médias ont ainsi été encouragés à participer à ladite campagne.

Des informations utiles actualisées sur l'épidémie de VIH et sur les progrès déjà réalisés dans la réponse au Gabon et dans le monde ont été mises à la disposition des participants. Les participants ont ainsi pu noter qu'au Gabon il existe, une stabilisation de la séroprévalence depuis 2012 à 4,1%, une augmentation du nombre des personnes vivant avec le VIH probablement liée à la plus grande survie sous traitement (Environ 48000 en 2012 et 56000 en 2017), une tendance à la diminution des nouveaux cas de VIH et des décès annuels, une augmentation régulière du nombre des Personnes vivant avec le VIH (PVVIH) prises en charge qui a plus que doublé entre 2012 (14646) et 2017 (33249).

Cependant les participants ont été avertis que, malgré ces quelques résultats encourageants, il y a encore beaucoup à faire pour atteindre les objectifs 90-90-90 et espérer mettre fin à la pandémie du Sida d'ici à 2030. En effet, beaucoup de personnes vivant avec le VIH au Gabon ignorent encore leur statut sérologique, une personne sur quatre connaissant son statut sérologique VIH n'a pas encore commencé son traitement et plus de 40% des PVVIH ne sont pas encore sous traitement. Aussi, la mesure de la charge virale reste inaccessible à plus de 90% des personnes vivant avec le VIH.

Les participants ont été informés sur le Plan Conjoint des Nations Unies sur le VIH 2018-2019 qui répond aux priorités du Plan Stratégique National de lutte contre le VIH 2018-2022.

Il est prévu par l'ONUSIDA à la suite de cet atelier, de mettre en place un prix de mérite en faveur des médias qui contribueront d'une manière significative à la lutte contre le VIH/SIDA et la santé sexuelle et reproductive.

Photo de famille des participants de l'atelier. ©ONUSIDA Gabon

SAVOIR, C'EST POUVOIR

CONNAÎTRE SON STATUT SÉROLOGIQUE, CONNAÎTRE SA CHARGE VIRALE

JOURNÉE MONDIALE DU SIDA
1ER DÉCEMBRE 2018
COMMÉMORATION DES 30 ANS

Journée Mondiale de lutte contre le Sida #JMS2028. Sous le thème «Connaître ton statut sérologique VIH» #KnowYourStatus

Stand de dépistage du VIH/SIDA lors du marathon.©ONUSIDA Gabon

Le 1er Décembre 2018, le Gabon célébrait la Journée Mondiale de lutte contre le VIH/Sida parallèlement au Marathon organisé par les autorités gabonaises. Des activités de sensibilisation, conseil et dépistage ont ainsi été réalisées dans ce cadre, suivies d'autres activités de sensibilisation, conseil et dépistage, puis de repas communautaires en faveur des bénéficiaires directs dans les structures de prise en charge du VIH (CTA de Nkembo).

Au total, plus de 950 personnes se sont fait dépister le 1er et le 2 Décembre 2018 lors du Marathon, et plus de 570 personnes l'ont été au CTA de Nkembo le 1 décembre 2018, avec la participation et l'appui du Système des Nations Unies (ONUSIDA et quelques agences Co-parrainantes) ainsi que la présence de plusieurs marathoniens.

Un Culte Œcuménique dédié à la lutte contre le sida

Dimanche 2 Décembre 2018, dans le cadre de la célébration de la Journée Mondiale de Lutte contre le sida au Gabon, placée sous le thème international : «Connaitre ton Statut Sérologique VIH» et sous le thème national : «Jeune : faire son dépistage c'est prendre soin de son Avenir», un Culte Œcuménique dédié à la lutte contre le sida et plus particulièrement à toute les personnes vivant avec le VIH qui nous ont déjà quittées et celles qui vivent encore positivement avec le VIH et le Sida, a été organisé sous le leadership du Pasteur Rostand Essono Ella de l'Eglise Protestante de Baraka, Président du Réseau des Confessions Religieuses et de la Société Civile pour la Santé de la Reproduction.

Ce culte a permis de rappeler aux croyants et aux leaders religieux présents, les 10 actes d'engagement dans la lutte contre le VIH/SIDA de la Conférence des Eglises de Toute l'Afrique (CETA), adoptés à leur 8ème Assemblée Générale de Novembre 2003, à Yaoundé au Cameroun.
L'ONUSIDA a saisi l'occasion offerte par ce culte œcuménique pour adresser un message d'espoir et lancer un appel à l'action à l'endroit de l'ensemble des leaders religieux présents, des acteurs de la Société Civile, particulièrement les communautés religieuses et leurs entités mais

Comment améliorer l'accès des mineurs aux services de santé sexuelle et reproductive (SSR) au Gabon : Des experts s'y penchent pendant deux jours d'atelier

Dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de lutte contre le SIDA le 01 décembre prochain, des experts gabonais étaient réunis au sein du système des Nations Unies au Gabon le 28 et 29 novembre, pour mener des réflexions sur l'accès des mineurs aux services de santé sexuelle et reproductive (SSR).

Vue des échanges à l'ouverture de l'atelier. ©PNUD Gabon

Organisée par la Direction Générale de la Prévention du Sida (DGPS), avec l'appui du PNUD et de l'ONUSIDA, cet atelier marque le point de départ de la quinzaine du développement durable au Gabon organisée par l'ONU entre le 28 novembre et le 21 décembre 2018.

L'objectif principal visé par ces deux jours d'activité est de mener une réflexion poussée sur une nouvelle politique d'accès des mineurs aux services de SSR, notamment au service de dépistage du VIH en vue d'aboutir à l'élaboration d'un projet de loi qui garantit un package minimum de services SSR aux jeunes, y compris l'accès au dépistage du VIH.

Pour ce faire, les experts se devaient d'abord de définir les grandes lignes du projet de loi sur le dépistage du VIH chez des mineurs en intégrant les questions de SSR, ensuite convenir avec les différentes parties prenantes sur les thématiques connexes à intégrer dans le projet de loi et enfin susciter l'implication des parties prenantes en privilégiant une approche pluridisciplinaire pour l'élaboration du projet de loi sur le dépistage du VIH chez les mineurs.

Cette initiative, à deux jours de la célébration de la journée mondiale de lutte contre le sida sous la thématique « connais ton statut sérologique », revêt une importance capitale en ce moment précis au Gabon. En effet, les résultats d'une enquête de l'UNICEF de 2015 sur les grossesses précoces en milieux scolaires, a démontré que 81% d'élèves-mères ont eu leur première grossesse avant l'âge de 20 ans. « 29% ont eu leur premier rapport sexuel à 15 ans. Quand elles arrivent à 20 ans, toutes les filles ont déjà eu leur premier rapport sexuel… ».

A ce sujet, le Coordonnateur du Système des Nations Unies et Représentant

Près de 2 000 jeunes informés sur l'Initiative MIL CLICKS ou Cliques responsables de l'UNESCO

Photo de famille des leaders d'associations s'étant engagés au MIL CLICKer - © UNESCO

Le Bureau UNESCO à Libreville et la Commission nationale gabonaise pour l'UNESCO ont accueilli ce 07 novembre 2018, des Associations de jeunesses du Gabon pour la présentation de leurs rapports d'activité de la Semaine mondiale de l'Education aux médias et à l'information, laquelle a été organisée chaque année du 24 au 31 octobre.

L'initiative MIL CLICKS (#MILCLICKS) est née de la nécessité d'engager les jeunes à réfléchir de manière critique avant de poster, partager ou accéder à des contenus en ligne, pour ainsi s'assurer de toujours faire un « click intelligent » ou « click responsable » comme tout « MIL CLICKer ». En effet, les facilités offertes par le numérique peuvent encourager les jeunes filles et les garçons à vouloir s'exprimer, partager ou participer activement au débat sur les sujets d'intérêt. Cependant, en tant que citoyens et citoyennes du monde, cette expression, ce partage et cette participation active doivent favoriser la circulation de l'information vérifiée, la compréhension mutuelle, le dialogue interculturel et interreligieux ainsi que le respect de la différence, de la dignité et de la vie privée d'autrui.

A la suite de plusieurs sessions de travail en septembre et début octobre 2018, les leaders de sept (07) associations de jeunesse officiellement reconnues par le Ministère de l'intérieur et le Conseil National de la Jeunesse, s'étaient alors engagés à célébrer la Semaine Mondiale de l'Education aux Médias et à l'Information en menant diverses activités pour la promotion du pacte MIL CLICKS auprès des jeunes filles et garçons de Libreville, Lambaréné et Port-Gentil.

Les projets d'activité de chaque Association de jeunesse avaient été validés lors de la session de travail du 10 Octobre 2018 au Bureau de l'UNESCO, sous la supervision du Spécialiste du programme communication et information, en présence de représentants de la Direction générale de la Jeunesse et de la Commission nationale Gabonaise pour l'UNESCO. Seules les propositions pertinentes avaient été validées et obtenues un appui financier de l'UNESCO. Le concept clé ayant présidé à toutes les activités était : « Oui pour les clics responsables, je suis MIL CLICKer ».

C'est donc après la mise en œuvre de leurs activités approuvées que six des sept Associations de Jeunesse, se sont retrouvées ce 07 novembre 2018 pour présenter chacun son rapport. Il s'agit de : l'Association nationale des personnes handicapées du Gabon, le Réseau apolitique des organisations non Etatiques gabonaises, l'Association gabonaise de loisirs créatifs et culturels la Fédération catholique des mouvements, la Jeune chambre internationale Libreville Iboga et la Jeunesse étudiante chrétienne.

Il ressort des rapports présentés que les Associations ont soit organisé des conférences-débats avec les élèves des Lycées et collèges de Libreville (02), Port-gentil (03) et Lambaréné (02). A Lambaréné, près de 400 jeunes se sont approprié le pacte MIL CLICK et l'on signé. L'Association nationale des personnes handicapées du Gabon a organisé une sensibilisation sur l'usage responsable des réseaux sociaux au profit de 103 jeunes vivant avec un handicap. Le Réseau apolitique des organisations non Etatiques gabonaises, via trois de ses organisations membres que sont DIMENGUI'Arts et Culture, YAISS PROD, et NOUVELLE IMAGE, a choisi de faire un concours d'illustration en Bande Dessinée du pacte MILCLICK.

La célébration au Gabon de la Semaine Mondiale de l'Education aux Médias et à l'Information a ainsi permis de toucher près de 2 000 jeunes soit directement lors des conférences publiques ou via les réseaux sociaux utilisés par les Associations impliquées. A chaque fois, les jeunes ont été invités à adhérer et à inviter leurs proches à devenir des « cliqueurs responsables / intelligents » en adhérant au Pacte MILCLICKS (https://en.unesco.org/milclicks).

Au sortir de cette rencontre de restitution, présidée par le Secrétaire général de la Commission nationale Gabonaise pour l'UNESCO, les associations ont recommandé la mise en ligne de la version française du MOOC sur l'Education aux Médias et à l'Information ainsi que le renforcement des capacités des leaders d'Associations de jeunesse.

Debout : un représentant d'association présentant les supports de communication produits pour la semaine EMI - © UNESCO

3 CROISSANCE DIVERSIFIEE ET INCLUSIVE

Train My Generation : 53 nouveaux lauréats en développement d'application web et mobile

Après les lauréats en Initiation à l'outil informatique, Production et mise en ligne de cours et métiers rares de l'économie numérique, le Programme Train My Generation – Gabon 5000 (Former ma génération, en français) de l'UNESCO a livré, ce mercredi 12 décembre 2018, une cuvée de cinquante-trois lauréats en Développement d'application web et mobile.

Photo de famille lauréats et officiels - © UNESCO

Né de l'ambition, du Président gabonais Ali Bongo Ondimba lors du New-York Forum Africa de 2013 de Libreville, de voir formés au moins 5000 jeunes gabonais dans les domaines des Technologies de l'information et de la communication (TIC), le projet voit le jour, en octobre 2014, avec la signature d'un accord de fonds en dépôt pour une durée de 3 ans selon lequel l'UNESCO apporte son expertise et Airtel le financement.

Il répond à un besoin très précis pour le Gabon : réduire le fort taux d'échec de la jeunesse en classes d'examen (troisième et terminale), principalement dans des matières scientifiques (Mathématiques, Chimie, Physique et Sciences de la vie et de la terre). Il vise également la vulgarisation des TIC dans les milieux éducatifs. En effet, près de 80% des jeunes ne maîtrisent pas l'outil informatique, même des diplômés en quête d'emploi, réduisant leur chance de recrutement.

Le programme développé comporte 4 composantes : (i) Initiation à l'outil informatique ; (ii) soutien scolaire par la formation à distance (E-learning) ; (iii) Accompagnement à l'entreprenariat et Développement d'application mobile et (iv) Bourse dans les métiers rares de l'économie numériques.

La formation ''Développement d'application mobile'' est, de ce fait, le deuxième volet (ou partie) de la composante III dudit Programme. Elle a été confiée à l'Ecole supérieure des arts et des métiers (ESAM-IUSD) au terme d'un appel à candidature d'une institution disposant de l'expertise en matière d'élaboration de curriculum dans le domaine des formations professionnelles. C'est une formation accélérée et certifiée par le Ministère de la Formation professionnelle où l'aspect pratique sur les smartphones et tablettes est privilégié et qui a durée 4 mois.

Photo de famille lauréats et officiels - © UNESCO

La cérémonie, de ce vendredi 12 décembre 2018, s'inscrivait dans le cadre de la Quinzaine des Nations Unies pour le développement durable au Gabon – période du 27 novembre au 14 décembre 2018 au cours de laquelle les agences onusiennes promeuvent le développement à travers une série d'activités. Elle a permis de promouvoir les Objectifs de développement durable notamment les numéros 4, 5, 8, 10 et 17.

Deux phases ont marqué cet évènement : (1) cérémonie protocolaire et (2) la remise de certificats aux lauréats. Lors de la première phase, Monsieur Michel Aubert, représentant du Directeur général d'Airtel Gabon, a souligné que l'éducation de la jeunesse est l'un des facteurs clés qui façonnent le destin des nations, comme le montre le parcours des pays développés et émergents. Aussi, il s'est réjoui que les objectifs sur lesquels a été bâti Train My Generation reposent sur des principes tels que la compétence, la créativité, le talent et la responsabilité qui constituent le secret du succès et du leadership de leur entreprise. Principes qui justifient également la raison pour laquelle ils sont associés au Gouvernement gabonais et à l'UNESCO pour la mise en œuvre de ce programme.

Quant à Monsieur Vincenzo Fazzino, Représentant de l'UNESCO au Gabon, il a précisé que ce Programme fait partie d'une série d'initiatives actuellement misent en œuvre par le Gouvernement gabonais en vue de favoriser l'emploi des jeunes. D'où cette composante III, qui permet à l'Organisation de rendre les jeunes plus autonomes et professionnels par la création d'activités génératrices de revenu dans le domaine du numérique.

En outre, ce Programme fait partie intégrante des centres d'intérêts du département de la Formation professionnelle, a rajouté Monsieur Pachelli Ngawin Mboulou, représentant du Ministère de la Formation professionnelle.

Après cette phase protocolaire suivi la remise des certificats aux 53 lauréats. Ils étaient 100, au départ. Suite à l'abandon de 34 d'entre eux, seuls 66 ont achevé la formation pour 53 lauréats.

Conformément aux exigences du projet, ils ont tous entre 17 et 35 ans. On note une plus forte participation de garçons à cette formation, soit 83% contre 17% pour les filles. Ce sont des élèves, des étudiants et de jeunes diplômés en quête d'un premier emploi.

Une centaine de personnes a participé à cette cérémonie, notamment les représentants de ministère, des partenaires de l'UNESCO, Airtel, des personnels des Nations Unies et des médias.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

La FAO appuie l'adoption d'une feuille de route sous-régionale pour promouvoir les programmes sensibles à la jeunesse et au genre pour relever le défi de la faim zéro en Afrique centrale

1er Octobre 2018, Libreville – Dans un contexte économique sous-régional particulièrement marqué par des crises socio-politiques avec des conséquences directes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, promouvoir des programmes agricoles avec un accent sur les chaînes de valeur sensibles au genre et à la jeunesse constitue un enjeu pour les pays de l'Afrique centrale. Aussi, les jeunes de moins de 25 ans représentent plus de 64% de la population dans la sous-région et sont frappés par un taux de chômage moyen de 60%. Au regard du potentiel de création d'emploi pour les jeunes et les femmes dans l'agriculture, les gouvernements devraient davantage orienter leurs politiques publiques pour permettre une contribution accrue de l'agriculture dans la relance économique.

C'est dans cette optique que s'est tenue à Libreville au Gabon du 25 au 27 septembre, la onzième réunion de l'équipe multidisciplinaire du Bureau Sous-régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour l'Afrique centrale sous le thème « Jeunesse, Genre et Agriculture en Afrique centrale ».

Cette rencontre qui a vu la participation du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage, chargé du Programme Graine du Gabon, a réuni l'ensemble des Représentants de la FAO de la sous-région et leurs équipes, ainsi que les fonctionnaires du Bureau Régional pour l'Afrique et du Siège, et les représentants de partenaires clés, fait suite à la 30e Conférence Régionale de la FAO pour l'Afrique à Khartoum en Février 2018, et à la conférence régionale sur « la Jeunesse en Agriculture : une solide solution pour mettre fin à la faim et la pauvreté par l'engagement dans les technologies de l'information et de la communication (TICs) et l'entreprenariat » de Kigali, Rwanda, août 2018.

Selon Hélder Muteia, Coordonnateur du Bureau Sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale, *« L'un des grands défis auxquels nous sommes confrontés dans notre quête pour parvenir à un monde libéré de la faim et pour atteindre les Objectifs de Développement Durable en Afrique centrale est d'aider les jeunes à obtenir des emplois décents, en particulier dans les zones rurales. Etant donné que l'agriculture est un moteur essentiel du développement économique et un secteur offrant de grandes possibilités pour les jeunes dans la sous-région. Ainsi, exploiter les opportunités offertes par l'entreprenariat et les innovations de l'agro-industrie, y compris les innovations dans le domaine des TIC, tout au long des chaînes de valeur, devrait contribuer à améliorer l'image du secteur, augmenter la productivité et les bénéfices produits par les investissements et offrir de nouvelles possibilités d'emploi et par là-même attirer davantage des jeunes ».*

Transformatrices des produits agricoles appuyées par la FAO (Photo: © FAO)

Photo des officiels au terme de la rencontre sous-régionale (Photo: © FAO)

Promouvoir le développement des partenariats stratégiques et des programmes sensibles à la jeunesse et au genre.

Le partenariat et la coordination sont des mécanismes indispensables pour relever les défis qui se posent à la sous-région. Les gouvernements, les institutions techniques et financières sont appelées à plus d'engagement et à mutualiser les interventions afin d'apporter des solutions innovantes, efficaces et durables pour transformer le secteur de l'agriculture afin qu'il contribue favorablement à lutter contre la pauvreté et éradiquer de la faim.

« Il est temps d'adopter des nouvelles approches plus intégrées et multidisciplinaires qui permettront d'inciter les jeunes à se lancer dans l'entreprenariat agricole et promouvoir les activités des femmes rurales qui jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle; développer des partenariats avec les exploitants agricoles, les associations de jeunes, les instituts de recherche et universités, ainsi que d'autres acteurs impliqués dans les chaînes de valeur alimentaire pour atteindre nos objectifs. Conscients de ces défis et des priorités établies conjointement avec les pays, nous avons entrepris plusieurs initiatives avec la participation des institutions de la sous-région. A ces initiatives sous régionales s'ajoutent les interventions nationales dans chaque pays, qui sont développées en conformité avec les cadres de programmation pays. » a indiqué Hélder Muteia, Coordonnateur du Bureau Sous-régional FAO Afrique centrale.

Dans son discours d'ouverture, Biendi Maganga Moussavou, Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage, chargé du Programme Graine, a déclaré « Sous le leadership de son Excellence Ali Bongo Ondimba, Président en exercice de la CEEAC, notre pays s'est résolument engagé ces dernières années dans le développement de l'agriculture sous-régionale en relation avec les engagements inscrits dans la déclaration de Maputo de 2003 et de Malabo de 2014 ».

Durant ces trois jours les participants ont ensemble débattu des questions d'ordres stratégiques et opérationnelles en vue de mutualiser pour mieux appuyer les pays à transformer le secteur agricole et à relever les défis du moment en matière d'emploi des jeunes et de valorisation des femmes dans l'agriculture.

Au terme de ces assises, plusieurs recommandations ont été formulées, notamment: l'élaboration d'une feuille de route spécifique pour l'employabilité des jeunes par pays lors de la réunion de novembre 2018 sur l'employabilité des jeunes et l'examination entre autres, des mécanismes pratiques à mettre en place pour encourager l'entreprenariat des jeunes en milieu rural par la mise en place d'une plateforme où les jeunes de la sous-région échangeront les connaissances et les opportunités dans les différents domaines de l'agriculture, la documentation et le partage des projets à succès ayant été présentés, l'élaborer d'une stratégie de mobilisation de ressources diversifiée pour la sous-région afin de mieux capter les financements nécessaires à la mise en œuvre des

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Journée mondiale de l'alimentation: l'Avenir au centre des préoccupations
La FAO et le Gouvernement gabonais pour une jeunesse engagée dans la marche vers la Faim Zéro

Le Ministre de l'Agriculture, le Représentant de la FAO et les élèves engagés pour la faim zéro. Photo: FAO Gabon

16 octobre 2018, Libreville – Au regard du dernier rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde, il apparaît nécessaire de travailler ensemble et d'agir maintenant à inverser les tendances actuelles.

Dans le monde, « 821 millions de personnes souffrent de sous-alimentation chronique. Mais parallèlement, 1.9 milliard d'individus sont en surpoids dont 627 millions d'obèses », a déclaré Hélder Muteia, Coordonnateur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale et Représentant de la FAO au Gabon lors de son discours à l'occasion de la célébration de la JMA 2018.

Sous le thème officiel « Agir pour l'avenir. La Faim Zéro en 2030, c'est possible », la FAO en partenariat avec le Gouvernement gabonais a commémoré ce 16 octobre 2018 à Libreville la Journée Mondiale de l'Alimentation, dans les locaux de l'organisation onusienne cet évènement placé sous le sceau de l'action et de la sensibilisation des jeunes. Le thème de cette année souligne la nécessité et l'urgence de mutualiser et d'intensifier les efforts pour parvenir véritablement à un monde libéré de la faim et de la malnutrition sur toutes ses formes.

En Afrique, les facteurs qui favorisent le nouvel élan d'accroissement de la faim sont les conflits, les changements climatiques et les crises économiques.

Cadrant avec cette édition visiblement portée vers l'avenir, cette célébration a vu la participation des plusieurs élèves et lycéens de la capitale gabonaise qui ont été initiés sur les métiers de l'agriculture et sensibilisés sur les bonnes pratiques agricoles et habitudes alimentaires durables et, notamment le gaspillage de nourriture, la qualité de l'alimentation et l'utilisation rationnelle des ressources de la planète. La sensibilisation par les discours et les échanges a laissé le pas à la mise en situation des participants. Les élèves ont effectué des activités manuelles dans le jardin démonstratif de la FAO. Ces activités se sont déclinées sur plusieurs domaines ayant tous trait à la nutrition qui, elle, est un domaine transversal.

Selon le Ministre de l'agriculture, de l'élevage chargé du Programme GRAINE, le Gabon au cours de ces dernières années a multiplié les initiatives pour parvenir à cet objectif ''Faim Zéro''. En effet, « la structuration de la lutte contre la faim au Gabon se fait principalement autour du Programme GRAINE, initiative la plus ambitieuse de notre histoire agricole, dont la mise en œuvre va être optimisé par le PAPG1.

Ce prêt de 65 milliards de XFA consenti par la Banque Africaine de Développement à notre pays pour renforcer les capacités des agriculteurs et améliorer les infrastructures en zone rurale, permettra d'asseoir l'efficacité du Programme GRAINE qui est désormais ouvert aux entreprises individuelles et à toutes les spéculations » a déclaré Biendi Maganga-Moussavou.

Une jeune élève engagée pour la faim zéro (Photo: © FAO)

4 DURABILITÉ ENVIRONEMENTALE ET RESILIENCE

Opérationnalisation de l'Initiative Africaine d'Adaptation : le PNUD appuie l'organisation d'un atelier de validation du premier rapport sur l'état de l'adaptation en Afrique (REA)

Libreville le 09 août 2018 – Des experts africains sur les questions climatiques se sont concertés du 07 au 08 août 2018, au parc national Pongara, près de Libreville au Gabon, dans le but de valider le premier Rapport sur l'état de l'adaptation en Afrique (REA) sous la coupe de l'Initiative Africaine d'Adaptation (AAI) avec l'appui du gouvernement du Gabon et du PNUD.

Photo de famille des participants de l'atelier.©PNUD Gabon

L'Initiative Africaine pour l'Adaptation (AAI) a été lancée en 2015 par le Comité des chefs d'État africains sur les changements climatiques (CAHOSCC) et la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (AMCEN) pour aider les pays africains à planifier, programmer et mettre en œuvre des mesures d'adaptation climatique au niveau du continent. En Décembre 2017, le Gabon en sa qualité de leader du CAHOSCC, a apporté un appui substantiel de 500 000 dollars à travers le PNUD Gabon, pour l'opérationnalisation de l'Initiative.

Il ressort du rapport de 2015 sur l'écart d'adaptation en Afrique que les coûts de l'adaptation se situeront entre 7 et 15 milliards de dollars par an d'ici 2020, et augmenteront par la suite. Trente-trois des quarante-sept pays les moins avancés (70%) se trouvent en Afrique. Les décideurs africains reconnaissent clairement l'importance de renforcer l'action pour accroître les niveaux d'adaptation. Alors que tous les pays africains investissent d'importantes ressources nationales dans la réponse au changement climatique, leurs contributions nationales (CDN) ont indiqué un écart important qui nécessite un soutien international en matière de financement, de développement, de transfert de technologie et de renforcement de capacités.

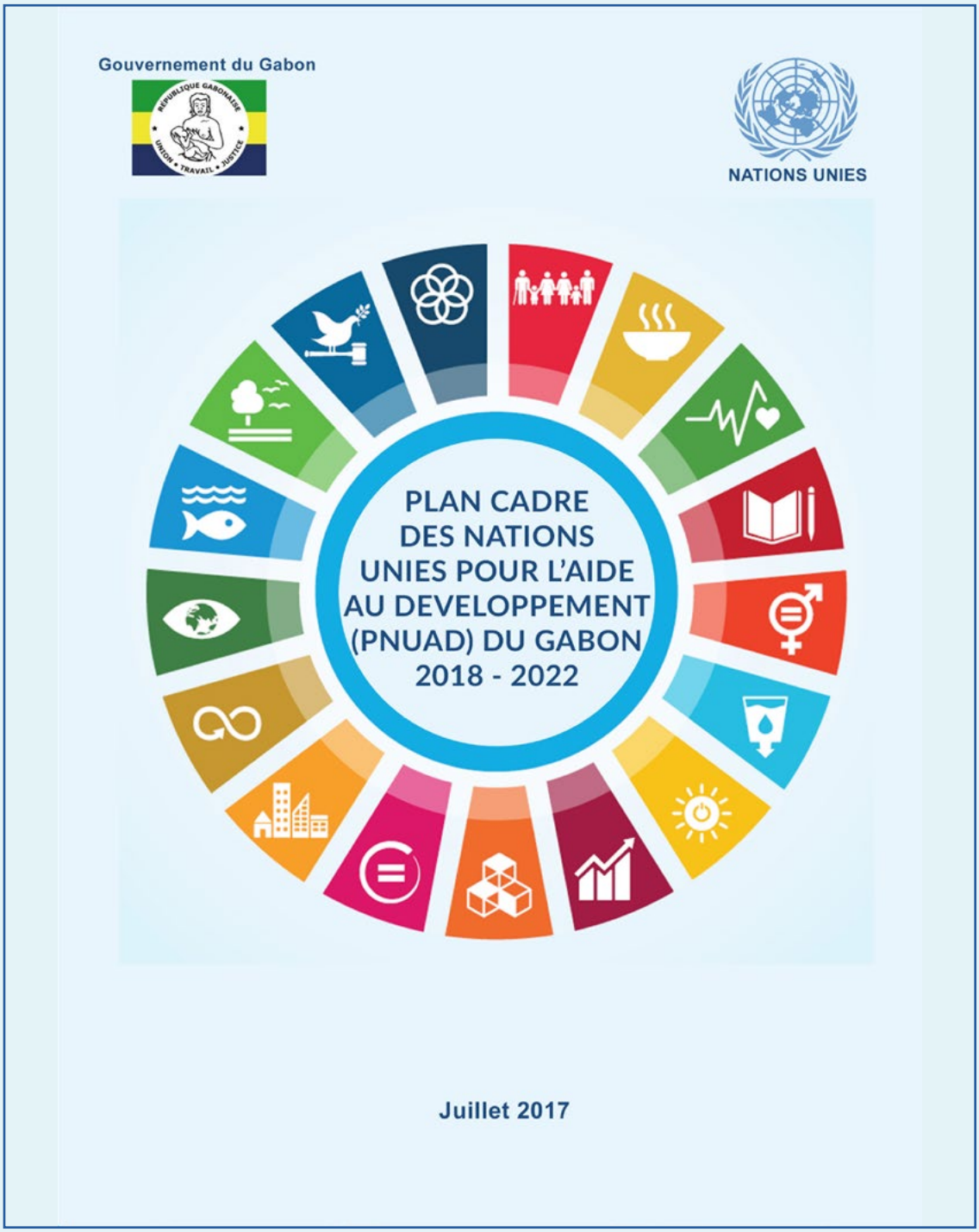
Face à ce constat, l'AAI s'est engagé dans le processus d'élaboration d'un Rapport sur l'état de l'adaptation en Afrique (REA) qui établira une base de référence des mesures d'adaptation, tout en soulignant les domaines où des investissements supplémentaires sont nécessaires. Le rapport fournira une analyse des mesures d'adaptation sur le continent, des priorités en matière d'adaptation telles qu'elles sont définies dans les documents nationaux et une analyse des efforts déjà consentis par l'Afrique dans l'adaptation sur la base des ressources nationales. Il fournira aux dirigeants africains des éléments d'analyse pour plaider en faveur d'un investissement accru afin de soutenir les mesures d'adaptation en Afrique.

Constituant le principal outil de plaidoyer de l'initiative, ce premier rapport sera présenté aux partenaires lors d'une importante table ronde de mobilisation de ressources à New York, le 24 septembre 2018, en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies. L'équipe de l'Initiative avec l'appui du PNUD Gabon et du Gouvernement du Gabon, ambitionne de s'appuyer sur les données du rapport pour mobiliser les cinq (5) millions de dollars nécessaires à l'opérationnalisation effective de l'IAA.

A propos des deux jours d'atelier, le Coordonnateur résident du système des Nations Unies et représentant résident du PNUD au Gabon, Stephen Jackson affirme que « nous avons rassemblé les meilleurs experts du changement climatique de tout le continent africain pour adresser un message au monde sur la nécessité d'entreprendre urgemment des actions concrètes au niveau africain faces au problème de changement climatique ». Selon lui, ces deux jours auront permis aux experts de mener des réflexions sur les défis que constitue le changement climatique pour le continent, d'aborder les actions déjà entreprises au niveau africain et enfin d'échanger sur les nouvelles orientations du continent africain pour une meilleure adaptation aux effets du changement climatique.

Pour sa part, le directeur général adjoint de l'Environnement, Rodrigue Abourou, a rappelé lors de la cérémonie d'ouverture, la nécessité de mettre à contribution les efforts africains, les expertises, ainsi que les connaissances pour formuler ce document africain. « Loin des négociations sur le climat, ce processus engagé dans le cadre de l'IAA doit être une démonstration de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, de l'Agenda 2063 de l'UA et des Objectifs de développement durables (ODD) », a-t-il dit.

Ainsi, le renforcement de la capacité de la région à s'adapter aux changements climatiques tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre grâce à un certain nombre d'actions concrètes, renforcera les efforts de l'Afrique pour renforcer sa résilience et contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).



CLIQUER POUR CONSULTER

Groupe de Communication des Nations Unies au Gabon
Maison des Nations Unies, près du pont de Gué-gué,
Libreville - Gabon
Email: rco.ga@one.un.org